

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20014 - 77ÈME ANNÉE

Victoire du peuple calédonien

Kanaky Nouvelle-Calédonie : près de 60 % de non-participation, le « Non » perd plus de 6.000 voix

Organisé par l'État en dépit de la période de deuil et de la crise sanitaire qui ont poussé les indépendantistes à revendiquer le report du scrutin, le référendum sur l'avenir institutionnel de la Kanaky-Nouvelle Calédonie a tourné à l'échec pour Paris : 43 % des électeurs ont voté contre 86 % au référendum de l'an dernier, et le camp du « Non » a perdu 6.000 voix. Faute de participation du peuple autochtone, les Kanak, mais aussi d'autres membres du peuple calédonien, ce référendum est donc nul et non avenu. Incroyable mais vrai : pour Emmanuel Macron, ce résultat « confirme la volonté de la majorité des Calédoniens de rester dans la République Française. Les Calédoniens ont choisi de rester français ». A quoi joue le candidat à sa propre réélection ?

C'est une grande victoire pour le peuple calédonien ce 12 décembre : la majorité des électeurs a refusé de participer au référendum sur l'avenir institutionnel de la Kanaky Nouvelle-Calédonie. Ils sont en effet près de 60 % à avoir refusé de participer à un vote organisé durant une période de deuil et en pleine crise sanitaire.

C'est ce contexte qui a imposé aux indépendantistes de demander le report du référendum après l'élection présidentielle de 2022. Mais Paris a refusé tout dialogue sur cette question, maintenant à tout

prix le référendum le 12 décembre. Un large front s'est alors constitué pour soutenir un appel à la non-participation regroupant les organisations indépendantistes, et relayé dans le monde par de nombreux soutiens dont celui du Parti communiste réunionnais à La Réunion. Pour être sûr que le vote se déroule, Paris a envoyé des renforts de troupe dans le Pays.

Appel à la non-participation massivement suivi

Le résultat souligne que la non-participation a été au-delà des Kanak que la France a rendus minoritaire dans leur pays. D'ailleurs, les partisans du maintien dans la France étaient beaucoup moins actifs que lors du référendum de l'an dernier, à croire qu'ils étaient eux aussi conscients que le vote du 12 décembre n'allait rien décider de l'avenir institutionnel de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. Ce que rappelle Nouvelle-Calédonie Première :

« Pas de grand déploiement de drapeaux, cette année, contrairement à la consultation de 2020. Du coup, les quelques étendards croisés aujourd'hui ne sont pas passés inaperçus. Comme celui-ci, brandi sur un pick-up qui faisait ce matin le tour des baies à Nouméa. »

Dans les provinces majoritairement peuplées par les Kanak, il n'est pas rare que le taux de participation soit inférieur à 1 %. Autrement dit, le peuple autochtone a refusé de se faire dicter sa conduite par le gouvernement français.

Déclaration incroyable d'Emmanuel Macron

Mais à plus de 10.000 kilomètres de là à Paris, c'est une toute autre interprétation. Aussi incroyable que cela puisse paraître, pour Emmanuel Macron, pas de doute, la Kanaky Nouvelle-Calédonie c'est la France et cela le restera, tout comme Nosy Sambatra dans le canal du Mozambique :

« Je prends donc acte solennellement du résultat de ces trois scrutins. Il confirme la volonté de la majorité des Calédoniens de rester dans la République Française. Les Calédoniens ont choisi de rester français. Ils l'ont choisi librement. Ce soir la France est plus belle, car la Nouvelle-Calédonie a décidé de rester. À nous d'écrire notre histoire sans ambiguïté. »

Souhaitons que le chef de l'État prenne en compte la situation réelle de la Kanaky-Nouvelle Calédonie à l'avenir, car cette déclaration est une erreur d'analyse

manifeste.

Si Paris faisait de cette déclaration sa ligne de conduite, alors la Kanaky-Nouvelle Calédonie sera au cœur du débat de la campagne de la présidentielle comme en 1988. L'intransigeance du gouvernement de l'époque avait failli provoquer une guerre civile, et des militants indépendantistes furent même sommairement exécutés par des militaires à la grotte d'Ouvéa, comme aux pires temps des guerres coloniales.

La France peut-elle décoloniser sans conflit ?

Depuis cette tragédie, les Kanaks ont tendu la main aux anciens colons et ont même accepté qu'ils puissent participer au référendum sur l'indépendance de leur pays qu'ils habitent depuis 3.000 ans.

Ceci permit à la France d'enclencher pour la première fois une décolonisation apaisée, pouvant inspirer d'autres territoires. En effet, l'Accord de Nouméa a créé une citoyenneté calédonienne qui permet de voter aux élections qui concernent directement le pays, et aux trois référendums prévus par l'accord. Cette citoyenneté calédonienne ne concerne donc pas seulement les Kanak mais aussi des personnes originaires d'Europe, de La Réunion et d'autres pays qui peuvent justifier d'une durée suffisante de résidence. Elle préfigure la future nationalité calédonienne lorsque la Kanaky-Nouvelle Calédonie sera admise en tant qu'Etat membre à l'ONU.

Mais pour des contingences électorales parisiennes, tout cela est remis en cause par Paris. Souhaitons que le peuple calédonien ne tombe pas dans le piège de la division.

M.M.

L'Intersyndicale de la Santé revendique plusieurs milliers d'embauches et 300 euros d'augmentation

L'Intersyndicale de la Santé manifestait samedi devant la Préfecture pour revendiquer le recrutement de plusieurs milliers de personnes et une augmentation de 300 euros pour tous. L'importation de la crise COVID a accentué les difficultés d'un secteur touché par un manque de moyens.

L'intersyndicale CGTR santé, SUD, CFTC, et le collectif inter-hôpitaux ont manifesté samedi devant la préfecture pour dénoncer le manque de moyens accordés par l'État au secteur de la Santé à La Réunion. L'importation de la crise COVID a aggravé la situation. Il manque donc des milliers de personnes pour soigner les gens malades à La Réunion.

« C'était déjà le cas avant la crise sanitaire », rappelle Gabriel Mélade, responsable de la CGTR-Santé, « le COVID n'a fait que montrer les difficultés qui existaient déjà ». Pour les syndicats, il est donc nécessaire de recruter au moins 4.000 personnes.

Les syndicats demandent aussi une revalorisation salariale d'au moins 300 euros pour l'ensemble des personnels soignants, car le point d'indice est gelé depuis 20 ans, ce qui n'est pas le cas de l'inflation.

Cette manifestation a rappelé également les choix contestables des autorités sanitaires pour faire face à l'importation du coronavirus à La Réunion. En effet, au lieu de recruter le personnel nécessaire pour soigner les patients, Paris a tout misé sur l'achat de vaccins expérimentaux à quelques géants de l'industrie pharmaceutique. A 20 euros l'unité, ce sont des sommes considérables qui sont parties enrichir les profits des actionnaires de ces sociétés. Cet argent est prélevé sur les cotisations des travailleurs à la Sécurité sociale. Rien que pour La Réunion, ce sont des millions d'euros.

Pendant ce temps, les personnels soignants doivent lutter quotidiennement avec un manque de moyens pour soigner tous les patients. Ce choix rappelle clairement que pour le gouvernement, l'objectif est de fragiliser les services publics, rempart contre les inégalités.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Jawaharlal Nehru, le second père de l'indépendance de l'Inde

Jawaharlal Nehru, né le 14 novembre 1889 et mort le 27 mai 1964, fut l'une des figures de proue de la lutte pour l'indépendance de l'Inde et du Parti du Congrès avant de devenir le 1er premier ministre de l'Inde le 15 août 1947. Il est le père d'Indira Gandhi.

Sa liberté, l'Inde la doit à deux hommes, aussi proches que dissemblables, Gandhi (1869-1948) et Nehru (1889-1964). Chacun à sa façon, avec son style, le charismatique Mahatma (« grande âme », l'expression est du poète Rabindranath Tagore, compagnon de route de Gandhi) et le Pandit, l'aristocrate dandy avec son petit calot blanc, consacrèrent leur vie à l'indépendance de leur pays, au prix de brimades et d'années de prison (3 262 jours, soit près de dix ans pour Nehru, entre 1921 et 1942)

Jawaharlal Nehru est issu d'une famille de brahmanes hindous originaires du Cachemire. Fils de Motilal Nehru, un membre important du parti du Congrès, Nehru reçoit une éducation occidentale et étudie en Angleterre, au collège de Harrow et à l'université de Cambridge. Là, il est influencé par le courant issu de la Fabian Society : un club politique centre-gauche créé en 1884 et de mouvance socialiste et réformatrice. Avocat en 1912, il s'inscrit dès son retour en Inde au parti du Congrès et participe à la lutte pour l'indépendance. En 1916, il rencontre Gandhi et devient l'un de ses collaborateurs les plus proches. De profonds désaccords séparent les deux hommes : Gandhi reste traditionaliste et souhaite l'autonomie du peuple indien, Nehru, moderniste et athée, rêve de réformes profondes et de l'inscription de l'Inde dans le concert des nations. D'où son désir d'industrialisation et son choix du socialisme. Devenu secrétaire général du Parti du Congrès, Nehru donne au mouvement une audience internationale. Plusieurs fois emprisonné par les Britanniques, il passe dix années en prison entre 1920 et 1945. Il soutient néanmoins l'effort de guerre allié durant la Seconde Guerre mondiale, en échange de la promesse de l'indépendance du pays à la fin du conflit.

Chef du gouvernement intérimaire chargé de préparer l'indépendance en 1946, il ne peut empêcher le conflit avec le futur Pakistan en

1947. Il devient Premier Ministre à partir d'août 1947, et après l'assassinat de Gandhi en 1948, il est le chef incontesté du nationalisme indien. S'il assure à l'Union indienne une stabilité politique remarquable, il échoue cependant dans ses efforts contre la misère et le sous-développement. Adversaire farouche du colonialisme, il fut, avec Nasser et Tito, à l'origine du mouvement des non-alignés avec la conférence de Bandung en 1955. Il sera aussi l'initiateur du programme nucléaire indien avec le soutien des États-Unis et du Canada. Nehru portait une grande admiration au système du plan quinquennal de l'Union soviétique et tenta d'implémenter en Inde une organisation semblable. Son désir était d'apporter à son pays les bienfaits conjugués du socialisme et du capitalisme en y créant un socialisme démocratique.

Nehru gouverna son pays jusqu'à sa mort, en 1964, en tentant de le garder de tous les extrêmes, religieux, idéologiques et politiques.

Propulsé dans l'urgence à la tête du tout nouveau pays, confronté à des problèmes d'une taille incommensurable, il va gouverner en se fondant sur quatre piliers, explique Shashi Tharoor : « La construction d'institutions démocratiques, un sécularisme panindien rigoureux, une économie socialiste et une politique étrangère de non-alignement . » Devant faire face à la corruption et aux calculs politique du parti du congrès, il envisage de démissionner mais continue finalement et est réélu en 1957. L'élection de sa fille à la tête du parti en 1959 renforce les accusations de népotisme. Sa politique étrangère jugée trop timorée, notamment face à la Chine en 1962, le mine et sa santé se dégrade par la suite. Il est victime d'une crise cardiaque en mai 1964 puis meurt le 27 mai 1964.

**“C'est la coutume de toute nation agressive que de déclarer qu'elle agit pour se défendre.”
De Jawaharlal Nehru.**

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Pèp promyé : bande Pèp pou sèrtin dann danzé !

Mézami mi yèmré ni anparl in pé rantre nou zordi bande pèp promyé. Promyé kossa sa i vé dir ? Dizon sa i vé dire banna té la an promyé, donk avan la sivililizassion ké ni koné avèk son bande valèr. Défoi mi antande dire sa sé la rassine lo pyé d'boi l'imanité.

Zot té la avan nou. Zot valère lé pa lo mèm ké lé n'ote. Zot lé pou la sinplissité é zot i ziz pa demoune suivan zot kapassité pou fé bande zésploi téknik sansa téknolozik. Zot i rode pa dézorde avèk pèrsone zot i vé kontinyé viv avèk konm rishèss prinssipal sak i apèl la vertu.

Mi anparl de sa pars bande pèp-la lé dann danzé. Zot i pé disparète san ké ni atande, san ké ni soussyé lo danzé zot lé d'dan. Pars an pliss, néna déssèrtin gouvèrnman i soutien bande déstriktèr konm par égzanp lo Prézidan brésilien Bolsonaro kan i anparl bande zindien l'Amazoni.

Partou dsi la tèr néna in kantité pèp promyé. Zot lé souvan an minorité é zot i partaze pa lo même valèr ké bande pèp la vni apré é zordi zot lé an majorité é zot fasson oir lékonoi, oir la vi, oir lo bande rapor avèk la natir. Koméla é plizanpliss va anoarl bande kanak é dann la nouvell kalédoni sé zot bande pèp promyé.

Nb-ni pouré anparl bande mikéas i viv dann déssèrtènn foré Madagascar é i boire pa d'lo pars néna poin dann bande foré zot i abite mé ni pé arvni la dsi.

Justin